



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie

Unité Départementale du Rouen-Dieppe
Équipe Carrières Déchets

Arrêté du **21 SEP. 2022** renouvelant l'agrément de la société DEMONAVAL RECYCLING à LE TRAIT pour le recyclage de navire pour son site situé sur la commune du Trait.

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- Vu le règlement (CE) 1013/2006 du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ;
- Vu le règlement (CE) n° 1257/2013 du 20 novembre 2013 relatif au recyclage des navires et modifiant le règlement (CE) n° 1013/2006 et la directive 2009/16/CE ;
- Vu le code de l'environnement, notamment le titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées et le titre IV du livre V relatif aux déchets ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} avril 2019 nommant M. Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 22-056 du 9 septembre 2022 portant délégation de signature à Madame Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2016 autorisant la société DEMONAVAL RECYCLING à exploiter une installation d'entreposage, dépollution, démontage, découpage de navire hors d'usage et désamiantage sur la commune du Trait ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2017 relatif à l'agrément de la société DEMONAVAL RECYCLING pour le recyclage de navire sur son site situé sur la commune du Trait ;

7 place de la Madeleine
CS 16036 - 76036 ROUEN cedex
Tél : 02 32 76 50 00

www.seine-maritime.gouv.fr

- Vu la demande en date du 22 avril 2022, complétée le 17 juin et le 2 août 2022, par laquelle la société DEMONAVAL RECYCLING sollicite le renouvellement de l'agrément relatif au recyclage des navires en application des articles D.543-271 et suivants du code de l'environnement pour son site sis ZI du Malaquis, rue François Arago sur la commune du Trait ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 août 2022 ;
- vu la délibération du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 13 septembre 2022 ;
- vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 15 septembre 2022 ;
- vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant.

CONSIDÉRANT

que les éléments de la demande de la société DEMONAVAL RECYCLING permettent de répondre aux exigences des articles D.543-271 et suivants du code de l'environnement concernant la délivrance de l'agrément relatif au recyclage des navires ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture

ARRÊTE

Article 1^{er} – Renouvellement de l'agrément pour le recyclage des navires

La société DEMONAVAL RECYCLING est agréée pour le recyclage des navires qui entrent dans le champ d'application du règlement (CE) n° 1257/2013 du 20 novembre 2013 relatif au recyclage des navires au titre des articles D.543-271 à D.543-277 du code de l'environnement par arrêté préfectoral du 29 décembre 2016.

Cet agrément vaut :

- pour des navires d'une taille maximale de 140 m de long ;
- pour une capacité maximale de 15 000 t (LDT) annuelle.

Dans le cadre de cet agrément, la société DEMONAVAL RECYCLING est tenue de satisfaire aux dispositions prévues à l'annexe I de l'arrêté du 11 décembre 2017 et au titre 8 de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2016 sus-mentionnés.

La durée de cet agrément est de 5 années à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, dans les délais prévus à l'article R.181-50 du même code :

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-6 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 3 -

L'arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 4 -

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie du Trait pendant une durée minimum d'un mois.

Article 5 -

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le maire de la commune du Trait, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société DEMONAVAL RECYCLING .

Fait à ROUEN, le **21 SEP. 2022**

Pour le préfet de la Seine-Maritime
et par délégation,

Pour le préfet . . . délégation,
le secrétaire général adjoint,


Aurélien DIOUF

